



PRÉFET DE L'ISÈRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité départementale
de l'Isère

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 2022Is03T3		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
AEB/BDD ZI la Rolande 38570 LE CHEYLAS	S3IC 104-00031 / 61-09239 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED	
Activité principale : scierie + cogénération		
Date du contrôle : 13 janvier 2022		
Inspecteur(s) : Christelle TAIN		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre : suivi mise en demeure
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) site		
Thème(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> Bruit (AEB et BDD) Rejets atmosphériques (AEB) Dossier de porter à connaissance reçu le 13 décembre 2021 		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> APMD DDPP-IC-2018-12-01 du 4/12/2018 (BDD) Arrêté préfectoral de mise en demeure DDPP-ENV 2015-12-48 du 23/12/2015 imposant de satisfaire à l'article 2 point 2.1 et l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral 2008-08308 du 11 septembre 2008 sous 3 mois (AEB) AP DDPP-IC-2019-09-03 du 5/9/2019 (AEB) AP DDPP-IC-2019-07-15 du 24/7/2019 (BDD) Arrêté préfectoral 2010-04231 du 27 mai 2010 (AEB) Arrêté préfectoral 2010-04230 du 27 mai 2010 (BDD) AP 2008-08308 du 11 septembre 2008 (AEB et BDD) Dossier de porter à connaissance relatif à l'extension de la scierie 		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. COCHET	AEB/BDD	PDG
Mme DELABBAYE	AEB/BDD	Responsable QHSE
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule T3	

L'inspection du 13 janvier 2013 avait pour objectif :

- de discuter des suites à donner au porter à connaissance déposé le 13 décembre 2021,
- d'examiner les suites données à l'inspection du 4 mai 2021.

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque point examiné, le tableau rappelle son objet, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, des non-conformités ont été relevées. Ces non-conformités sont récapitulées dans la fiche en annexe 1 du présent rapport.

Il est demandé à l'exploitant de fournir, dans un délai maximum de 1 mois, un plan d'actions visant à remédier aux non-conformités constatées. Ce plan d'actions devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

Une copie du présent rapport est envoyé à l'exploitant.

L'inspecteur de l'environnement	Vérificateur/Approbateur L'adjoint au chef de l'unité départementale de l'Isère
---------------------------------	---

Annexe 1 – Fiche de constats¹

Référence réglementaire n°1	
Porter à connaissance déposé le 13/12/2021 et relatif à l'extension de la scierie	
Constat N°1	
Suite à l'examen du document transmis, l'inspection considère que la modification envisagée est substantielle et invite l'exploitant à déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale suivant les indications de l'annexe 2.	
Une demande de cas par cas doit également être réalisée en application de l'article R122.2 du CE (augmentation de capacité supérieure au seuil E pour la rubrique 2410) afin de déterminer si le projet doit être soumis à évaluation environnementale.	
Conclusion	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Demande d'action corrective <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	

Référence réglementaire n°2	
Article 2 point 6.2.1 de l'AP du 11/9/2008	
Examen de la FDS du produit de traitement du bois	
Constat N°2 :	
Il s'agit du produit SARPALO 860 comportant les phrases de risques H317, H319 et H410.	
A noter que BERKEM, maison mère d'Adkalis qui met sur le marché le Sarpalo 860, a été mis en demeure d'obtenir des AMM pour le marché français dans des délais échelonnés. Pour le Sarpalo 860, ce délai court jusqu'au 31/12/2024. Donc pour l'instant, le Sarpalo 860 peut toujours être utilisé, il sera retiré du marché le 31/12/2024 si d'ici là, Adkalis n'a pas obtenu une AMM en France.	
La FDS mentionne le dégagement de produits de décomposition dangereux en cas d'incendie parmi lesquels HCl et HCN.	
Ces éléments doivent être pris en compte dans l'étude de dangers à remettre dans le cadre du dossier	
Conclusion	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Demande d'action corrective <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	

Référence réglementaire n°3	
Section III de l'AM du 4 octobre 2010	
Risque foudre	
Constat N°3 :	
Une analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée par SOCOTEC en 2010 prenant en compte l'ensemble du site tel qu'il était à l'époque :	
- rapport F13T3/10/1753 du 1/10/2010 relatif à BDD,	
- rapport F13T3/10/1988 de septembre 2010 relatif à AEB.	

Les études techniques présentées sont réalisées par ADEE Electronic :

- référencée E-13-4096-1 et datée du 30/01/2014 pour BDD,
- référencée E-13-4096-2 et datée du 30/01/2014 pour AEB.

Elles font référence aux rapports d'ARF précédemment cités.

Les équipements de protection ont été installés par ADEE Electronic :

- Dossier des ouvrages exécutés DOE 62318 pour BDD,
- Dossier des ouvrages exécutés DOE 62319 pour AEB.

Ils font référence aux études techniques citées précédemment.

Sont également remis à l'inspection :

- une mise à jour de l'ARF datant du 30/8/2019 (D1890839 1901 M001) réalisée par DEKRA dans le cadre du projet de nouvelle chaudière biomasse

Elle conclut à la nécessité de réaliser une étude technique pour la protection de la structure cogénération.

- l'étude technique D1890840 1901 R001 correspondante, en date du 30/08/2019.

DAC

Fournir le DOE suite à l'étude technique de 2019

Fournir le rapport de vérification des installations par un organisme indépendant de l'installateur sous 15 jours

Observation

Dans le cadre du projet, prévoir une mise à jour de l'ARF pour une mise en place éventuelle de dispositifs de protection complémentaires avant la mise en service des installations projetées.

Conclusion : non conformité	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Demande d'action corrective <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	15 jours pour la DAC

Référence réglementaire n°4

Article 2 point 6.1.1 de l'AP 2008-08308 du 11/9/2208
Clôture du site

Constat N°4 :

La clôture du site est endommagée en plusieurs endroits coté nord.

Cet état de fait est régulier et avait déjà fait l'objet d'une mise en demeure en 2019.

Elle doit être réparée sous 15 jours.

Conclusion : non conformité	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Demande d'action corrective <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	15 jours

Référence réglementaire n°5
Article 2 point 4.5.4 de l'AP 2008-08308 du 11/9/2208
Confinement des eaux d'incendie

Constat N°5 :

Le site ne dispose pas de moyens de confinement permettant de retenir l'ensemble des eaux d'extinction.

Une proposition technique devra être transmise sous 2 mois, et en tout état de cause dans le cadre du dossier de demande d'autorisation.

Conclusion : non conformité	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Demande d'action corrective <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Proposition technique à rendre sous 2 mois maximum

Référence réglementaire n°6

Suite de l'inspection du 4/5/2021
Mise à jour relative aux rejets eau du site AEB

Constat N°6 :

Une étude réalisée par SETIS en octobre 2021 a été remise.

Cette étude doit permettre d'alimenter l'étude d'incidence à remettre dans le cadre du dossier de demande d'autorisation.

Conclusion	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Demande d'action corrective <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	

Référence réglementaire n°7

APMD DDPP-iIC-2018-12-01 du 4/12/2018 (BDD) et DDPP-ENV 2015-12-48 du 23/12/2015 (AEB)
Suite de l'inspection du 4/5/2021
Travaux nuisances sonores

Constat N°7 :

Les délais retenus en mai 2021 ne sont pas tenus : aucun travaux réalisé.

Installations / travaux	Délais annoncés en mai 2021	Coûts estimés
AEB – élévateur granulés : capotage convoyeur	Fin septembre 2021	30 000 euros
BDD – ouverture A bâtiment scierie : mise en place rideau automatique après modification convoyeur	Fin juin 2022	10 000 euros
BDD – ouverture B bâtiment scierie : mise en place rideau automatique	Fin 2021	10 000 euros
BDD – parc à grumes : prolongement du bâtiment au sud coté convoyeur écorceuse et scie d'affranchissement	Fin 2021	350 000 euros

Il a été constaté que les travaux sont en cours sur le parc à grumes. Ils seront terminés fin mars d'après l'exploitant qui annonce également cette date pour la réalisation des travaux sur l'élèveur granulés.

L'exploitant doit réaliser les travaux d'insonorisation nécessaires à la mise en conformité du site avant d'envisager la délivrance d'une autorisation d'extension.

Sans démonstration rapide de la conformité du site, l'exploitant s'expose à des sanctions administratives.

Conclusion : non conformité	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Demande d'action corrective <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	L'exploitant doit réaliser les travaux d'insonorisation nécessaires à la mise en conformité du site avant d'envisager la délivrance d'une autorisation d'extension.

Référence réglementaire n°8

Plan divers

Constat N°8 :

Pas de plan des murs coupe feu : **à fournir dans le cadre du dossier**

Pas de plan des stockages extérieurs : **à fournir dans le cadre du dossier.**

Il est à noter la présence d'un énorme tas de sciure en extérieur (hauteur du tas égale à celle du bâtiment scierie) à proximité du bâtiment scierie. Ceci n'est pas conforme à la description faite dans les dossiers de 2007 et 2021. Il existe un risque d'effet domino en cas d'incendie ainsi que de nuisances par envol en cas de vent. **Les sciures doivent être stockées dans les casiers dédiés sous 8 jours.**

Plan des réseaux d'égouts cohérent avec la description du porter à connaissance (5 points de rejets dont 3 puits perdus).

Conclusion : non conformité	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Demande d'action corrective <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	8 jours pour la DAC

ANNEXE 2

Le dossier doit comporter le CERFA 15964-01 ainsi que les PJ associées suivantes : PJ 1 à 3, PJ 5 à 7, PJ 46 à 49, PJ 60 et 61, PJ 77.

Le dossier doit prendre en compte l'ensemble des installations de AEB et BDD.

Description des modifications

Le dossier doit comporter une liste précise des installations existantes et prévues au titre du travail du bois. La somme des puissances individuelles associées doit être cohérente avec la puissance demandée au titre de la rubrique 2410.

La réorganisation des flux sur le site doit être décrite précisément en prenant en compte la réorganisation des stockages, la circulation des engins (PL, VL, autres), les conditions de chargement/déchargement et de stationnement. Les horaires de fonctionnement de chaque installation doivent être exposés précisément.

Un plan des stockages extérieurs avec caractéristiques des ilots (type de produits, quantité, hauteur et surface) et distances entre les ilots doit être fourni et servir de base à l'étude dangers.

Bruit

Une étude de modélisation des impacts sonores des installations de AEB et BDD doit être réalisée.

Elle doit prendre en compte l'ensemble des sources sonores existantes et prévues dans le cadre du projet, en particulier tous les matériels ajoutés dans le bâtiment scierie.

Elle doit permettre de justifier de solutions techniques précises, chiffrées et échancées.

Les travaux d'insonorisation du bâtiment scierie doivent être clarifiés en distinguant la partie existante de la partie extension.

Les dispositions prises pour réduire les nuisances liées au trafic (VL, PL et autres) doivent être décrites.

Eau

Un plan des réseaux lisible doit être fourni.

Un diagramme des débits entrants (eau consommée) et sortants (eau rejetée) doit être fourni.

Les contraintes éventuelles liées à la position en zone de protection éloignée de captage doivent être présentées et prises en compte.

Pour les 5 points de rejets identifiés, il convient d'identifier les polluants susceptibles d'être rejetés.

Les rejets industriels doivent être caractérisés en concentration, débit et flux pour chaque paramètre pertinent identifié.

La suppression des puits perdus doit être étudiée.

L'acceptabilité des rejets dans les milieux (eaux souterraines, ruisseau) doit être démontrée.

Etude de dangers

La mise à jour de l'étude doit concerner l'ensemble des installations de AEB et BDD existantes et futures. L'analyse préliminaire des risques ainsi que l'analyse de l'accidentologie doivent justifier des scénarios retenus.

A ce stade, il est attendu à minima :

- une modélisation de l'incendie du bâtiment scierie avec extension,
- la modélisation des incendies des stockages extérieurs (à minima PF, Sciures, écorces, plaquettes, copeaux) prenant en compte les nouvelles dispositions des stocks,
- l'étude des effets dominos, y compris sur les installations de traitement du bois.

L'accessibilité des engins de secours doit être décrite et justifiée au regard notamment de la description des conditions de stockage et des résultats des modélisations incendie.

Les contraintes liées aux servitudes identifiées (PPRI, suffosion, canalisations) doivent être décrites afin de démontrer la compatibilité du projet.

Plan des murs coupe feu et description des moyens de rétention des eaux d'incendie à fournir.

Points divers

Des différences importantes apparaissent entre les numéros de parcelles cadastrales du dossier de 2007 et celles du porter à connaissance de 2021.

Il convient de fournir un plan du cadastre à jour et d'expliquer ces différences.

A joindre en annexe

FDS produit de traitement du bois

Rapport de mesures de bruit de 2020

Etude de réduction du bruit